

ENSAM

Rénovation Amphithéâtre de 300 places

2 Boulevard du Ronceray
BP 93525
49035 ANGERS Cedex 01



MAITRE D'OUVRAGE
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET
METIERS
02 Boulevard du Ronceray
49035 ANGERS CEDEX 01
Tél : 02 41 20 73 55

Lot n°00
CCTC

CCTP

Dossier	25.05
Date	30/04/2025
Phase	DCE
Indice	

Sommaire

CONSISTANCE DU PROJET.....	4
NOMENCLATURE DES LOTS.....	4
OBJET DU PRESENT DOCUMENT.....	4
ENUMERATION DES DIFFERENTS INTERVENANTS A L'ETUDE, A LA REALISATION ET AU CONTROLE DU PROJET.....	4
LISTE DES PARTICIPANTS.....	4
Maître de l'ouvrage.....	4
Maîtrise d'œuvre.....	4
Contrôle technique.....	4
Coordonnateur SPS.....	4
REGLEMENTATION TECHNIQUE GENERALE.....	5
NORMES ET DECRETS.....	5
ENUMERATION NON EXHAUSTIVE DES DIFFERENTES NORMES, DECRETS et REGLES DE CALCUL.....	5
ZONE CLIMATIQUE, ZONE SISMIQUE, CLASSEMENT DES BATIMENTS.....	5
RESISTANCE AU FEU DES MATERIAUX.....	5
ETUDE DE SOL.....	5
NOTICE ACOUSTIQUE.....	5
PRESCRIPTIONS GENERALES TCE.....	5
ETUDE DU DOSSIER.....	5
CONTENU DU DOSSIER.....	6
RESPECT DES DESCRIPTIFS ET PLANS.....	6
ERREURS OU CONTRADICTIONS ENTRE LES DOCUMENTS.....	6
REMISE DES OFFRES.....	7
PLANS D'EXECUTION.....	7
PRESCRIPTIONS PARTICULIERES.....	7
ACHEVEMENT DES OUVRAGES.....	7
PROTECTION DES OUVRAGES.....	8
BUREAU DE CONTROLE.....	8
ECHANTILLONS - PROTOTYPES	8
ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER.....	8
OUVERTURE DE LA PERIODE DE PREPARATION.....	8
DOSSIER D'EXECUTION DES OUVRAGES.....	8
RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - REUNIONS INTER-ENTREPRISES.....	9
REMISE DE DOCUMENTS AU MAITRE D'OUVRAGE.....	9
MAITRISE DE CHANTIER.....	9
HYGIENE ET SECURITE SUR LE CHANTIER.....	9
NETTOYAGE DE CHANTIER.....	9
PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
DOCUMENTS DE FIN DE TRAVAUX.....	10
DISPOSITIONS DIVERSES.....	10
RECONNAISSANCE DES LIEUX.....	10
RESPECT DE L'ESTHETIQUE.....	11
OCCUPATION DU TERRAIN - LIBERATION.....	11
ETAT DES SUPPORTS.....	11
ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES.....	11
SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE.....	11

Code	Désignation
00.1	<div><u>CONSISTANCE DU PROJET</u></div> <div>Les travaux consistent à la rénovation d'un amphithéâtre à l'école nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM).</div> <div>L'emprise du projet est indiquée sur les plans et sauf stipulation contraire du CCTP, rien n'est prévu en dehors de cette emprise.</div>
00.2	<div><u>NOMENCLATURE DES LOTS</u></div> <div><div>Lot N°</div><div><div>1</div><div>-</div><div>SIEGES ET TABLES AMPHITHEATRE</div></div><div><div>2</div><div>-</div><div>AGENCEMENTS ET MOBILIERS ESTRADE</div></div><div><div>3</div><div>-</div><div>PEINTURE - SOLS TEXTILES</div></div><div><div>4</div><div>-</div><div>ELECTRICITE</div></div></div>

Code	Désignation
00.5	REGLEMENTATION TECHNIQUE GENERALE
00.5.1	NORMES ET DECRETS En tout état de cause, les ouvrages doivent répondre aux normes, décrets et arrêtés en vigueur à la date de la remise des offres, ainsi qu'aux contraintes afférentes au secteur climatique et au classement des locaux. Les entrepreneurs ne pourront prétendre à modification de leurs prix sous prétexte que les pièces constituant le présent dossier d'appel d'offres ne concorderaient pas de façon précise aux normes et décrets en vigueur. La proposition de l'entreprise est censée tenir compte de toutes les sujétions afférentes à cette réglementation.
00.5.2	ENUMERATION NON EXHAUSTIVE DES DIFFERENTES NORMES, DECRETS et REGLES DE CALCUL <div>- Code du Travail</div> <div>- Les documents techniques unifiés (DTU)</div> <div>- Les cahiers et Avis Techniques du Centre Spécifique du Bâtiment (CSTB)</div> <div>- Les règles de l'Art - Les Annales Techniques</div> <div>- Les règles techniques de conception et calcul des ouvrages et constructions en béton armé (BAEL - NV - PS - THK, EUROCODE etc.)</div> <div>- Les règles techniques pour la construction et le calcul des constructions métalliques</div> <div>- Les normes NV</div> <div>- Les règles de sécurité permanentes pour la protection des travailleurs (nationales - régionales - locales)</div> <div>- Les décrets relatifs à l'isolation des bâtiments, économies d'énergie, à la régulation, etc.</div> <div>- Les règles de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public</div> <div>- Le Code de la Construction et de l'Habitation</div> <div>- Etc.</div>
00.5.3	ZONE CLIMATIQUE, ZONE SISMIQUE, CLASSEMENT DES BATIMENTS Le projet faisant l'objet du présent marché se situe en zone climatique 1 L'ouvrage rentre dans le classement des établissements recevant du public. L'amphithéâtre est classé type R de 2 ème catégorie.
00.5.4	RESISTANCE AU FEU DES MATERIAUX <div>- Tous les matériaux utilisés, ainsi que leur technique de mise en œuvre doivent répondre aux normes de classement au feu correspondant au type et à la catégorie précisés à l'article 0.5.3</div> <div>- Les locaux à risques particuliers : sans objet</div>
00.5.5	ETUDE DE SOL Sans objet
00.5.6	NOTICE ACOUSTIQUE Sans objet
00.6	<u>PRESCRIPTIONS GENERALES TCE</u>
00.6.1	ETUDE DU DOSSIER

Code	Désignation
00.6.1.1	<p>CONTENU DU DOSSIER</p> <p>Le présent dossier d'appel d'offres définit aussi précisément que possible l'ensemble des ouvrages à exécuter.</p> <p>Les descriptions et indications portées aux CCTP et aux plans n'ont pas un caractère limitatif. L'entrepreneur devra les vérifier et, par ses connaissances professionnelles, devra suppléer aux détails qui pourraient être omis dans les documents cités précédemment.</p> <p>L'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance des documents écrits et documents graphiques dans leur ensemble, constituant les pièces contractuelles " TOUS CORPS D'ETAT ", afin de s'assurer de la compatibilité de sa propre prestation avec celles des autres lots.</p> <p>Il est explicitement rappelé aux entreprises que les pièces du dossier forment un tout.</p> <p>Ces pièces se complètent ; elles ne sont opposables qu'en cas de contradiction entre deux documents, jamais en cas d'oubli éventuel sur l'une ou l'autre pièce.</p> <p>Une indication portée sur le plan et non définie aux CCTP (ou inversement) est due par l'entreprise sans restriction ni limite.</p> <p>La responsabilité des entrepreneurs vis-à-vis du Maître d'ouvrage reste entière, conformément aux engagements par eux souscrits, ainsi qu'au respect des Règles de l'Art, des Prescriptions Techniques Réglementaires, sans prétendre à aucun supplément.</p>
00.6.1.2	<p>RESPECT DES DESCRIPTIFS ET PLANS</p> <p>Toutes les dispositions précisées aux CCTP et sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le mode de construction que les dispositions d'ensemble définies dans la conception.</p> <p>Tous les détails constructifs liés à la réalisation de plusieurs corps d'état seront mis au point en accord avec les lots concernés.</p> <p>La description des différents lots comporte des marques commerciales.</p> <p>Il est entendu que ces désignations ne sont données qu'à titre d'archétypes, pour préciser le choix des concepteurs et pour faciliter la comparaison des offres.</p> <p>Chaque entreprise pourra proposer des matériaux ou matériels de marques différentes qui seront au moins de qualité équivalente à ceux prescrits.</p> <p>Tous documents et fiches techniques détaillés démontrant l'entière équivalence devront être produits par l'entreprise.</p> <p>Ceux-ci devront être préalablement acceptés par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre avant toute commande et mise en œuvre.</p>
00.6.1.3	<p>ERREURS OU CONTRADICTIONS ENTRE LES DOCUMENTS</p> <p>L'entrepreneur devra se reporter à tous les dessins et plans de détails et, dans le cas de non-concordance, c'est celui à plus grande échelle qui sera prioritaire, après le présent CCTP.</p> <p>En cas de contradiction entre les plans et le CCTP, l'entrepreneur ne pourra opter pour une solution sans en avoir référé par écrit au Maître d'œuvre qui sera seul à pouvoir décider de la solution à retenir.</p> <p>Toute erreur ou omission relevée en cours d'étude sera signalée au Maître d'œuvre avant la remise de l'offre, faute de quoi l'entrepreneur sera considéré comme responsable des conséquences qui en résulteront.</p> <p>Aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins. Les cotes et indications diverses portées sur les différents documents devront être vérifiées sur place. Dans le cas de non-concordance, l'entrepreneur devra en référer au Maître d'œuvre.</p> <p>D'autre part, l'entrepreneur provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet.</p>

Code	Désignation
00.6.1.4	<p>REMISE DES OFFRES</p> <p>Les entreprises devront présenter leur offre sur les bordereaux quantitatifs reprenant chronologiquement et <u>scrupuleusement</u> chaque poste du CCTP.</p> <p>L'offre sera accompagnée de toutes documentations techniques demandées au CCTP ou justifiant les équivalences proposées par l'entreprise.</p> <p>Les variantes et options demandées au CCTP ou proposées par l'entreprise seront toujours chiffrées séparément de la proposition de base, hors acte d'engagement.</p> <p>Il appartient aux entrepreneurs consultés de vérifier les quantités proposées, pour établir la décomposition de leur prix forfaitaire selon leur propre appréciation et sous leur seule responsabilité.</p> <p>Les éventuelles corrections apportées par l'entrepreneur (omissions, etc.) seront notées en annexe de ce bordereau, l'entrepreneur s'engageant par conséquent sur les quantités ainsi rectifiées et sur le montant de son offre ainsi établie.</p>
00.6.1.5	<p>PLANS D'EXECUTION</p> <p>Chaque entreprise devra l'établissement de ses plans d'exécution, de fabrication et de montage, ainsi que les notes de calcul et toutes études techniques nécessaires à la réalisation de ses ouvrages.</p> <p>Ces plans, détails et notes de calcul justificatives, seront transmis au Maître d'œuvre et aux entreprises concernées pour avis, avant toute commande ou mise en fabrication.</p> <p>Dans tous les cas, l'entreprise conservera l'entière responsabilité des suggestions et informations portées sur ses documents, même après avis favorable.</p> <p>Les détails liés à l'intervention de plusieurs entreprises seront réalisés en coordination, en définissant précisément les limites de prestations de chacune d'elles.</p> <p>Ils seront réalisés sous forme de plans trouvant la synthèse des passages des réseaux techniques. Des coupes à grande échelle seront établies sur les points de croisement et ces détails seront complétés par les lots de finitions intéressés (métallerie, menuiseries, etc.).</p>
00.6.2	<p>PRESCRIPTIONS PARTICULIERES</p>
00.6.2.1	<p>ACHEVEMENT DES OUVRAGES</p> <p>Les ouvrages s'entendent avec toutes fournitures, mise en œuvre et transport.</p> <p>Tous les ouvrages devront être livrés en parfait état d'achèvement, de finition et de propreté. Ils devront être nets de toutes épaufrures, traces de heurts, etc. et débarrassés de toutes salissures, traces de plâtre, mortier, peinture et taches de toutes natures. Au besoin, ils seront refaits, remplacés, raccordés, retouchés ou nettoyés selon le cas, aux frais de l'entreprise défailante sur simple demande du Maître d'œuvre.</p> <p>Il appartient à chaque entreprise de prévoir tous les travaux implicitement nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages, prévus ou non au CCTP, conformément aux règles de l'art et ce, sans pouvoir prétendre à aucune majoration de prix après signature du marché, étant entendu que l'entrepreneur a pleine connaissance des travaux à réaliser dans son lot, de leur importance, de leur nature, et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis dans les documents d'appel d'offres.</p> <p>Les prescriptions des DTU définissent les tolérances maximums d'exécution, de planimétries, états de surfaces, arases, etc., des différents ouvrages constituant les supports.</p> <p>Lorsque ces ouvrages constituent les supports de prestations d'un autre corps d'état, ceux-ci seront réceptionnés contradictoirement par les entreprises concernées.</p> <p>Si la qualité des supports n'est pas conforme aux stipulations des documents réglementaires de références, leur mise en conformité et tous les travaux supplémentaires qui en résultent seront à la charge exclusive de l'entreprise chargée de leur exécution, suivant les directives du Maître d'œuvre.</p> <p>Le début des travaux sans réserve écrite implique ipso-facto l'acceptation des supports et aucune réclamation au titre de leur non-conformité ne pourra être formulée par la suite.</p>

Code	Désignation
00.6.2.2	PROTECTION DES OUVRAGES Chaque entreprise étant seule responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception du bâtiment, elle devra en assurer la protection pendant toute la durée du chantier. Il sera en outre demandé à chaque entreprise intervenant sur des ouvrages fragiles et préalablement réalisés, tels que l'étanchéité, etc. de mettre en place sur ceux-ci une protection provisoire efficace avant leur intervention. Toutes les dégradations constatées seront réparées aux frais de l'entreprise défaillante.
00.6.2.3	BUREAU DE CONTROLE Les entreprises devront transmettre l'ensemble de leurs plans d'exécution, détails constructifs, notes de calcul et documents techniques, au bureau de contrôle pour avis. Les remarques de celui-ci, imposant des travaux complémentaires n'ayant pour but que de rendre les ouvrages conformes aux règles en vigueur, ne pourront faire l'objet d'aucun supplément de prix après signature du marché.
00.6.2.4	ECHANTILLONS - PROTOTYPES
00.6.2.4.1	<u>Echantillons, notices, PV ...</u> Les différents matériaux, matériels ou coloris, soumis au choix du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage, seront présentés sous forme d'échantillons pour avis, avant toute commande ou mise en œuvre. Les coloris seront toujours présentés dans la gamme complète du fabricant. Plusieurs coloris pourront être retenus pour le même produit, sans supplément de prix. Dans le cas où les mots « équivalent » ou « similaire » sont employés dans le CCTP, l'entrepreneur doit, avant la mise en œuvre, soumettre au Maître d'œuvre les échantillons, prototypes et documents techniques concernant les produits ou matériels prévus au CCTP, et ceux des produits ou matériels proposés en substitution. Seul le Maître d'œuvre apprécie s'il y a équivalence ou similitude, et décide du choix à retenir. Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander aux entrepreneurs la réalisation de prototypes ou d'éléments témoins concernant tout ou partie d'un ouvrage, pour juger de sa qualité ou de son aspect.
00.6.3	ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER
00.6.3.1	OUVERTURE DE LA PERIODE DE PREPARATION Dès leur désignation par le Maître de l'ouvrage, les entrepreneurs titulaires de chacun des lots de travaux sont tenus de répondre aux convocations du Maître d'œuvre dans le cadre de la période de préparation. Les réunions préliminaires nécessaires peuvent indifféremment se tenir chez le Maître de l'ouvrage, le Maître d'œuvre ou sur le chantier. Au cours de cette période, toutes les mises au point indispensables à l'exécution des travaux sont effectuées selon le processus développé ci-après.
00.6.3.2	DOSSIER D'EXECUTION DES OUVRAGES Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par les entreprises. Les prestations d'études comprenant tous les plans, schémas, notes de fonctionnement, relatifs aux matériels nécessaires à l'ensemble du présent lot : le transport, la fourniture, la mise en place de l'ensemble du matériel décrit dans le présent CCTP, le raccordement, le réglage de tous les appareils et organes accessoires, nécessaires au bon fonctionnement des installations, les essais préalables à la réception provisoire, ainsi que la participation aux essais et réceptions, effectués à la demande du Maître d'œuvre ou de l'administration, l'entretien gratuit de l'installation pendant la période correspondant au délai de garantie et au minimum pendant 1 an,

Code	Désignation
	<p>les essais et le maintien en bon état de fonctionnement de l'installation pendant la période de garantie,</p> <p>le dossier technique des installations à réaliser dont le dossier des ouvrages, avec un exemplaire papier des plans, un exemplaire reproductible, complété par la liste des matériels installés avec les documentations techniques, références constructeurs et fournisseurs.</p> <p>Les travaux supplémentaires ou modificatifs, qui résulteraient de la non-fourniture des renseignements en temps utile, d'erreur ou d'omissions, seraient exécutés aux frais de l'entreprise responsable.</p>
00.6.3.3	<p>RENDEZ-VOUS DE CHANTIER - REUNIONS INTER-ENTREPRISES</p> <p>L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous provoqués par le Maître d'ouvrage ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur-le-champ les ordres nécessaires au personnel sur le chantier.</p> <p>La présence de tous les entrepreneurs convoqués étant indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité.</p> <p>Les absences non justifiées seront sanctionnées d'une amende, suivant prescription du CCAP.</p>
00.6.3.4	<p>REMISE DE DOCUMENTS AU MAITRE D'OUVRAGE</p> <p>Tout document soumis au visa du Maître d'ouvrage, aussi bien pendant la période de préparation qu'en cours d'exécution, doit lui être adressé en deux exemplaires, accompagnés de toutes les pièces ou autres plans nécessaires à sa bonne compréhension et à son examen.</p> <p>Le visa atteste que le document concerné a été présenté au Maître d'ouvrage à la date que celui-ci a précisé à cette occasion. Il n'implique pas l'obligation, pour le Maître d'œuvre, d'une vérification détaillée du document présenté, dont l'auteur garde l'entière responsabilité.</p> <p>Les erreurs, fautes ou incidents divers, imputables à un manque de connaissance des travaux des autres corps d'état, sont intégralement supportés par la ou les entreprises responsables.</p> <p>Pour la détermination ou le partage des responsabilités, le Maître d'ouvrage est seul juge et sa décision est sans appel. Au cas où il est demandé, par le Maître d'ouvrage, l'établissement d'un plan de détails pour un ouvrage non prévu ou modificatif, l'entrepreneur doit faire parvenir avec ledit plan, le devis estimatif et signaler l'incidence éventuelle de la modification sur les travaux des autres corps d'état.</p> <p>En cours d'exécution, tous les plans établis par les entreprises sont remis au Maître d'ouvrage selon le calendrier fixé et, en tout état de cause, au moins trois semaines avant la mise en œuvre.</p> <p>Après examen et visa, le Maître d'ouvrage adresse aux entreprises concernées, les tirages des plans enregistrés préalablement sur un cahier spécial, avec report de la mention de transmission au procès-verbal de réunions de chantier.</p>
00.6.3.5	<p>MAITRISE DE CHANTIER</p> <p>Elle est assurée par la Maître d'ouvrage (ENSAM).</p>
00.6.3.6	<p>HYGIENE ET SECURITE SUR LE CHANTIER</p> <p>Le chantier sur lequel l'entrepreneur est appelé à travailler, y compris ses éventuels sous-traitants, est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé suivant la loi n° 93-148 du 31 décembre 1993 et son décret d'application du 26 janvier 1994.</p> <p>Cette opération est classée en niveau 3.</p> <p>Il sera en outre réputé avoir inclus dans son offre toutes les sujétions implicitement nécessaires au respect des dispositions réglementaires.</p> <p>Aucun supplément de coût ne sera accordé à ce titre après signature du marché.</p>
00.6.3.7	<p>NETTOYAGE DE CHANTIER</p>

Code	Désignation
	<p>Chaque entreprise devra obligatoirement participer à la bonne tenue du chantier et en particulier, assurer l'élimination des gravats et débris provenant de l'exécution de ses travaux. Par conséquent, chaque entreprise devra prendre en charge l'évacuation de ses déchets. Il n'y aura pas de mise en place de benne de chantier au compte prorata.</p> <p>Un nettoyage général sera réalisé suivant l'avancement des travaux avec une périodicité mensuelle minimum.</p> <p>En cas de carence constatée par le Maître d'ouvrage, celui-ci fera appel à une entreprise spécialisée de nettoyage qui sera rémunérée par l'entreprise défaillante.</p>
00.6.3.8	<p>PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX</p> <p>Avant toute exécution, l'entrepreneur doit procéder à la vérification des cotes de tous les plans dressés et signaler au Maître d'ouvrage, au moins dix jours avant mise en œuvre, les erreurs, omissions ou incompatibilités qu'il pourrait y trouver.</p> <p>Il doit suivre l'ensemble de l'exécution des travaux pour s'assurer que les indications concernant ou conditionnant ses travaux seront observées et, dans le cas contraire, en référer au Maître d'ouvrage au plus tôt.</p> <p>Enfin, il doit organiser son chantier de telle sorte que le contrôle des moyens et l'autocontrôle de la mise en œuvre soient systématiquement assurés.</p>
00.6.4	<p>DOCUMENTS DE FIN DE TRAVAUX</p> <p>Chaque entrepreneur devra fournir au Maître d'œuvre, sur simple demande de sa part, et au plus tard, 15 jours avant la réception des travaux, toutes les pièces écrites ou dessinées ainsi que les garanties diverses qui lui seraient demandées, afin de constituer le dossier des ouvrages exécutés (DOE).</p> <p>Tous les documents seront remis en 2 exemplaires avec le cachet de l'entreprise.</p> <p>Les plans devront porter la mention « récolement », fournis en 4 exemplaires.</p> <p>Les certificats de garantie seront fournis en 2 exemplaire originaux.</p> <p>Le dossier DOE comprendra également :</p> <ul style="list-style-type: none">-1 les notes de calcul,-1 les fiches d'utilisation et d'entretien,-1 les procès-verbaux de tenue au feu des matériaux mis en œuvre,-1 les fiches techniques des matériaux d'isolation thermique et phonique,-1 les fiches de contrôle et d'essais COPREC 1 et 2,-1 les fiches de contrôle et d'essais particuliers demandés aux DTU, au CCTP, et en cours de chantier,-1 les documents réclamés par le Coordinateur de Sécurité Santé pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO).-1 Éléments BIM suivant article 0.3.3.3 du présent CCTP
00.7	<p><u>DISPOSITIONS DIVERSES</u></p>
00.7.1	<p>RECONNAISSANCE DES LIEUX</p> <p>Les entrepreneurs reconnaissent implicitement s'être rendus sur les lieux où doivent être construits les bâtiments objets du projet et avoir tenu compte dans leur proposition de toutes les sujétions y afférent telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">- Environnement- Destruction d'ouvrages- Nature du terrain- Accès- Clôtures- Écoulements, branchements divers- Etc. <p>En aucun cas, les entrepreneurs ne pourront prétendre à règlement de travaux supplémentaires que ce soient sous prétexte d'une méconnaissance des lieux.</p>

Code	Désignation
00.7.2	<p>RESPECT DE L'ESTHETIQUE</p> <p>Les entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs lots, s'engageront à ne modifier en aucun cas l'esthétique générale de l'ouvrage dans le respect de l'esprit et de la lettre, conformément aux documents fournis par le Maître d'œuvre.</p>
00.7.3	<p>OCCUPATION DU TERRAIN - LIBERATION</p> <p>En fin de travaux, les abords devront être libérés de toute installation et les locaux de tous matériels et matériaux.</p> <p>Les espaces publics ou privatifs seront remis en leur état initial aux frais des entreprises reconnues responsables des dégradations, sinon par le compte prorata.</p> <p>Toutes les installations de chantier seront soumises à l'approbation du Maître d'œuvre et du coordonnateur sécurité-santé.</p> <p>Toute occupation d'espaces publics après autorisation fera l'objet d'un entretien permanent des lieux et d'une remise en état à leur libération, tous frais incombant aux entrepreneurs au même titre que les droits d'occupation le cas échéant.</p>
00.7.4	<p>ETAT DES SUPPORTS</p> <p>Les entrepreneurs restent responsables de l'état des supports ou état des parements des ouvrages objet de leur marché.</p> <p>L'état des surfaces doit être compatible en tant qu'aspect, aplomb, niveau, planimétrie avec la mise en œuvre des ouvrages de finition.</p> <p>A ce titre, dès lors qu'un ouvrage ou un ensemble d'ouvrages sont terminés, l'entrepreneur qui les a réalisés doit effectuer un constat de finition contradictoirement en présence du Maître d'œuvre et de l'entrepreneur qui doit assurer les ouvrages de finitions.</p> <p>Faute d'une mise en conformité par l'entrepreneur qui a réalisé un ouvrage défectueux, le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer la remise en état de l'ouvrage par une entreprise de son choix après présentation d'un devis préalable justifiant de la retenue qui sera appliquée sur le décompte de l'entreprise incriminée. Cette décision sera sans appel. En outre, l'entrepreneur incriminé aura à supporter les pénalités consécutives aux retards, dans le cadre du délai contractuel.</p>
00.7.5	<p>ACCESSIBILITE AUX HANDICAPES</p> <p>Conformément à la loi, ce bâtiment recevant du public doit être accessible aux handicapés et les dispositions imposées par les décrets et arrêtés doivent être respectées, notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 - Le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 - L'arrêté du 1er aout 2006 - L'arrêté du 30 novembre 2007 et la circulaire interministérielle n°2007-53 du 30 novembre 2007 <p>Pour information, nous vous rappelons quelques normes, cette liste n'est pas exhaustive:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Généralités : <ul style="list-style-type: none"> • Tout obstacle en saillie de plus de 15 cm dans les circulations doit avoir un rappel jusqu'au sol • Attention, zones d'ombres à éviter, veiller au réglage de la temporisation de l'allumage automatique • Veiller à la distance des angles rentrants pour tout le petit appareillage • La hauteur des petits appareillages doit être comprise entre 90 et 130 cm • Veiller au contraste des interrupteurs par rapport au fond dans tous les locaux
00.7.6	<p>SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE</p>

Code	Désignation
	<p>Par référence au Code du Travail, et plus précisément au décret du 8/1/65, à la loi 93.1418 du 31/12/93, au décret 94.1159 du 26/12/94, aux arrêtés du 7/3/95 et au décret N° 95.543 du 4/5/95 relatifs à l'organisation de la sécurité sur les chantiers, la protection de la santé et les interventions ultérieures sur l'ouvrage, l'entrepreneur devra dans sa proposition :</p> <ul style="list-style-type: none">- Prendre en compte les frais inhérents aux équipements d'intérêt commun- Faire les choix techniques les plus à même de satisfaire aux exigences des dits textes